

T2137 - 360 - 4,00 F

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

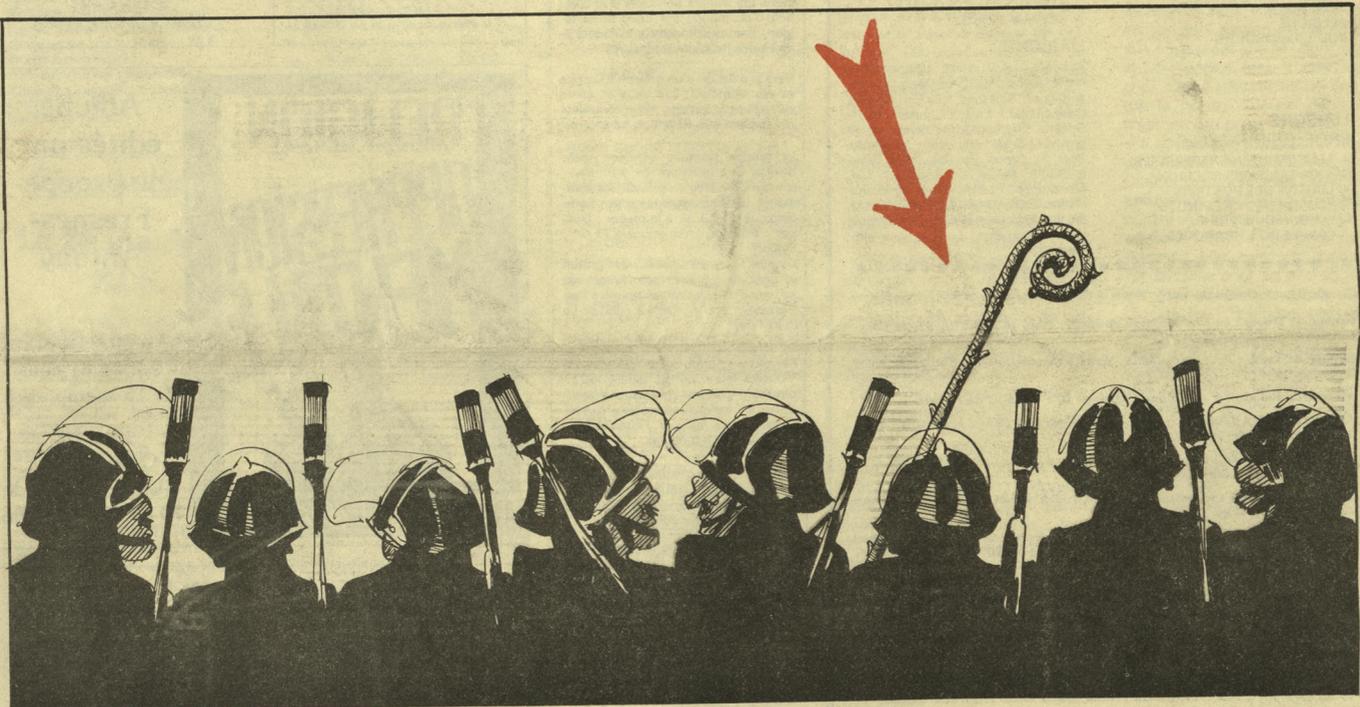
hebdomadaire

N° 360 JEUDI 29 MAI 1980 4,00 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

« LE PAPE - UNIVERSITÉS - IMMIGRÉS » LA FRANCE DES CROSSES !



Jeux Olympiques

JEAN-PAUL II, MARATHONIEN DU CLÉRICALISME

« Le vainqueur, celui qui garde jusqu'à la fin mes œuvres, je lui donnerai le pouvoir sur les nations, et il les mènera paître avec une verge de fer... »

Apocalypse de JEAN, 2-26, 27 (1)

Georges Sufferat a raison : le cadavre de Dieu bouge encore (2). On peut même observer qu'il semble atteint d'agitation chronique.

Bien que les « jets », raccourcissant les temps de transport, mettent en évidence les dimensions finies de la planète, les déplacements successifs de Karol Wojtyla ne doivent surtout pas être pris pour les volatiles aléatoires d'une mouche prisonnière d'un bocal. Le Mexique, l'ONU, l'Irlande, la Pologne, l'Afrique, la France, chaque séjour correspond directement à un point chaud de l'implantation et/ou du développement du courant catholique du christianisme à l'échelle internationale.

LES VAPEURS DE L'ENCENS

Certains esprits abusés, et ceux qui les abusent, prétendent que l'Eglise est moribonde. De pieux auteurs, des tremolos plein la voix, se demandent si le christianisme est en train de mourir (3). Bakounine déjà, il y a plus d'un siècle, mettait un peu trop d'optimisme à le voir en ruines (4).

Serions-nous donc près de la fin des temps religieux ? Approcherions-nous du triomphe de la justice ? Puisque : « Tant que le christianisme et les prêtres chrétiens, tant que quelque religion divine que ce soit, continueront d'exercer la moindre influence sur les masses populaires, la raison, la liberté, l'humanité, la justice ne triompheront pas sur la terre ; parce que tant que les masses populaires resteront plongées dans la superstition religieuse, elles serviront toujours d'instrument à tous les despotismes coalisés contre l'émancipation de l'humanité » (5).

Hélas non ! C'est Georges Sufferat qui a raison, et il s'en réjouit. Les vapeurs de l'encens continuent de couvrir la pestilence religieuse. Mais, nous disent encore certains esprits abusés, comme ceux qui les abusent - et ce sont souvent les mêmes que précédemment -, cela n'a plus tellement d'importance ; par exemple, Bakounine a critiqué à juste titre une forme maintenant « démodée » du christianisme, quand l'Eglise était le partenaire de l'Etat ; or, c'est le péché historique du christianisme d'avoir reconnu l'Etat (6) ; aussi, Bakounine, aujourd'hui - les pécheurs battant publiquement leur coulpe et se repentant de leurs erreurs étatiques -, s'apercevrait que le christianisme peut lui redonner l'espérance.

Certains ne doutent de rien ! Ils ont vraiment la foi ! D'autres, enfin, s'efforcent de nous montrer que l'Eglise s'est occupée du monde ouvrier. N'est-ce pas ?

LA DECONFESSONNALISATION PIEGEE

Oh ! Foutre oui ! pour s'en occuper elle s'en est occupée. La place manque pour passer en revue l'arcaniel du christianisme social et ses cent cinquante ans d'histoire mystificatrice, mais la lecture du catalogue des Editions Ouvrières (qui appartiennent à la JOC) montre amplement de quoi il retourne : « L'apostolat en jeunesse ouvrière... (7), catéchèse et mission en monde ouvrier... (8), vivre l'Evangile dans l'industrie... (9), j'ai vu grandir la JOC... (10) », etc. Il y en a comme cela quinze à la douzaine.

Oui, l'Eglise et ceux de sa mouvance se préoccupent particulièrement du monde du travail. Parce qu'après les déboires subis au XIX^e siècle il était nécessaire à ses intérêts qu'elle s'y réimplante.

Il est évident, pour ceux qui ne refusent pas de voir les faits, que la déconfessionnalisation d'un appareil syndical bien connu constitue un élément important de cette stratégie de pénétration. Mais on ne peut mener à bien une analyse correcte des choix tactiques ou stratégiques des cléricaux sans prêter sérieusement attention à leur vocabulaire.

En fait, ils n'ont pas de double langage : ils se contentent d'utiliser un mot avec la signification qu'ils lui donnent, en sachant pertinemment que vous le comprendrez avec la signification que vous lui donnez ; ils trouvent leur compte dans la différence entre les significations.

Pour le gogo moyen, se déconfessionnaliser c'est jeter aux orties tous les liens avec le cléricanisme. Pour un cléricale, se déconfessionnaliser c'est rompre effectivement tout lien juridique, statutaire, avec la hiérarchie ecclésiastique... en maintenant le plus possible les liens idéologiques. A ce jeu le gogo est systématiquement piégé par des gens qui restent de bonne foi, c'est le cas de le dire.

Il est remarquable que les bravaches « autonomes » ne s'aventurent pas à casser dans les églises. Ils risqueraient trop d'y rencontrer certains de leurs maîtres à ne pas penser. Et ce n'est sûrement pas par hasard, par anticléricalisme viscéral et primaire, que des lecteurs de la Révolution prolétarienne s'inquiètent de l'éventualité d'infiltrations cléricales dans la nouvelle équipe de la revue (11).

suite p. 6

Fop. 2520



Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

ALLIER : MOULINS
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 DOUBS : BESANCON
 EURE : EVREUX
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
 HERAULT : BEZIERS - MONTPELLIER
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE : ST. ETIENNE
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MORBIHAN : LORIENT
 NORD : LILLE-VALENCIENNES
 OISE : CREIL
 ORNE : LA FERTE-MACÉ - FLERS
 PAS-DE-CALAIS : HENIN-BEAUMONT
 PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE
 - BIARRITZ
 HT-RHIN : MULHOUSE
 RHONE : LYON
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 MANCHE : CHERBOURG
 SEINE-MARITIME : ROUEN-LE HAVRE
 SOMME : AMIENS
 VAR : REGION TOULONNAISE
 VENDÉE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN
 HTE-VIENNE : LIMOGES
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
 BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2*, 5*, 6*, 7*, 10*, 11*, 13*, 14*, 15*, 16*, 18*, 19*, 20*.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - FRESNES NORD, L'HAY
 - MASSY-PALISEAU
 - ORSAY-BURES
 - RIS-ORANGIS
 - CORBEIL-ESSONNES
 - DRAVEIL
 - THIAIS, CHOISY
 - MASSY
 - VILLEJUIF
 - MONTROUGE

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY

BANLIEUE OUEST

- NANTERRE, RUEIL
 - VERNEUIL, LES MUREAUX

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST. OUEN
 - DOMONT
 - ARGENTEUIL, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY

LIAISONS

Aubenas, Laval, Metz, Saintes, Thonon-les-Bains, Marennes-Oléron, Salon, Ardennes, Soissons, Vierzon, Bégard, Concarneau, Brest, Cannes, Laon, Orléans, Cherbourg, Parthenay, Le Vigan, St. Sever, Vendôme, Toulouse, Blois, St. Briec, Bas-Rhin, Nord Seine-et-Marne, Maule, La Roche-sur-Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Hte-Vienne, Epinal, Noyon, Florac, Ajaccio, Bastia, Angoulême, Anizy-le-Château, Le Mans, Hyères, La Seyne-sur-Mer, Parthenay.

LIAISONS

PROFESSIONNELLES

- LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX
 - LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - LIAISON DU LIVRE
 - CERCLE INTER-BANQUES

Groupe départemental du Gard : écrire à CGES, B.P. 3044 - 30002 Nîmes-Cédex

Groupe de Troyes : les 1^{er} et 3^{es} mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Charles Gros (1^{er} porte à gauche)

Groupe de Tours : Pour tous contacts, écrire à Claude Garcera, B.P. 2141, 37021 Tours-Cédex

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette

Groupe libertaire d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 16 h. au local « Culture et Liberté », 72 bd Eugène Pierre à Marseille

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h. au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon

Groupe L'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du C.E.S., 16 rue Jules Tellier au Havre, permanence les lundis, mercredis, samedis de 18 à 19 h

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 18 h., en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux

Groupe d'Amiens : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80330 Longueau

Groupe d'Evreux : Cercle d'Etudes Sociales B.P. 237 - 27002 Evreux-Cédex

Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h., rue du Gros-Horloge

Groupe Nestor Makhno de St Etienne : tous les jeudis à partir de 19 h., au local 15 bis CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St Etienne

Groupe libertaire vendéen : B.P. 12 - 85170 Le Poiré-sur-Vie

Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h., 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES)

Liaison Blois : B.P. 803 - 41008 Blois-Cédex

Groupe Eugène Varlin : Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15^e), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h

Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18^e

Groupe Voline : 26 rue Piat, Paris 20^e, tous les samedis de 14 à 16 h

Groupe Fresnes-Antony : mercredi, jeudi, vendredi de 14 à 19 h., samedi de 10 à 19 h., dimanche de 10 à 13 h., 34 rue de Fresnes à Antony, métro Antony (tél. 668-48-58)

Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant à Argenteuil (au fond de la cour)

Groupe libertaire Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaines Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy

Groupe Massy-Palaiseau : tous les samedis de 10 à 15 h. au 34 rue de Fresnes à Antony (métro Antony) tél. 668-48-58

Groupe de Montreuil-Rosny : les 1^{er} et 3^{es} mercredis du mois de 19 à 20 h 30 au Centre Jean-Lurçat, place du Marché de la Croix-de-Chavaux, salle du GREER

Permanence des Relations Intérieures tous les samedis de 14 à 17 h. 3 rue Ternaux Paris 11^e

COMMUNIQUÉS

Le groupe de Bordeaux organise une réunion sur Sport et Politique, à 20 h 30 le vendredi 30 mai, Salle de l'Aiglon à Bordeaux.

Les sympathisants intéressés par la propagande anarchiste dans les Cévennes peuvent prendre contact avec les liaisons de Florac et de Le Vigan par l'intermédiaire des R.I.

Le groupe libertaire Armand Robin invite les libertaires du Finistère à le rejoindre afin de développer et d'amplifier l'action anarchiste et anarcho-syndicaliste dans la région. Ecrire au Cercle d'Etudes Sociales, Brest-St. Pierre, BP 6 - 29278 Brest-Cédex.

Le groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne vient de sortir le premier numéro de son bulletin ACTE. Il l'adressera aux groupes et aux copains intéressés contre 2 F. en timbres-poste.

Sur Montrouge et ses alentours, un groupe vient de se créer, les personnes désirant y participer peuvent prendre contact par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Nous appelons tous ceux et toutes celles qui veulent participer à la création d'un groupe sur Caen et sa région, à nous contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Vers la création d'un groupe à Dieppe et ses alentours, que ceux et celles qui veulent y participer nous contactent en écrivant aux Relations Intérieures.

Le groupe libertaire vendéen vient d'éditer une brochure *Le pitit libertaire vendéen* (tiré en offset). Au sommaire : Les instituteurs en lutte ; Communiqué du G.L.V. à la presse ; Dossier : situation internationale (6 p.) ; Plogoff.

Le *pitit libertaire vendéen* est gratuit et disponible à l'adresse du groupe (prévoir plusieurs timbres pour les frais d'envoi) : G.L.V., BP 12 - 85170 Le Poiré-Vie.

Le groupe communiste libertaire de Valenciennes invite les personnes intéressées par les conceptions anarchistes et anarcho-syndicalistes à prendre contact avec lui par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le n° 6 de *La Commune libertaire*, feuille locale du groupe Fresnes-Antony, est disponible contre 1,30 F en timbres, s'adresser à Publico.

Le groupe d'Evreux organise une réunion des lecteurs du M.L., le samedi 7 juin à 14 h 30, salle des Associations n° 3, (derrière la mairie d'Evreux).

Informations

VOUS POUVEZ NOUS ECRIRE POUR NOUS DEMANDER NOTRE DERNIER CATALOGUE DES OUVRAGES EN VENTE A PUBLICO.

Permanences antimilitaristes

Tous les samedis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17 rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 13 à 15 h 10 rue Robert Planquette Paris 18^e (M° Blanche)

Tous les samedis de 15 à 18 h 26 rue du Wad-Billy Metz, Tél. 74-41-58

Directeur de la publication Maurice Laisant
 Commission paritaire n° 56 636
 Imprimerie «Les marchés de France»
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205-Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Le groupe Région toulonnaise organise une Fête Libertaire LE SAMEDI 14 JUIN DE 14h à... au Domaine des Francas à Ollioules avec Trompettes et Bourguignon Urban-Blues, Aude Azime (théâtre), Colin-Maillard Conradkilian, CallXit Meille, et... Stands, expos, bouffe, buvette

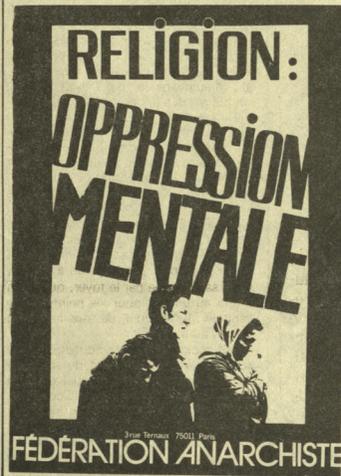
A l'occasion du 150^e anniversaire de la naissance de Louise Michel le groupe Louise Michel organise LE JEUDI 5 JUIN à 20 h 30 en son local 10 rue Robert Planquette (m° Blanche ou Abbesses) une conférence-débat Louise Michel, le profil d'une militante anarchiste

Le groupe F.A. du Havre présente une expo sur Louise Michel du 31 mai au 7 juin au CES 16 rue Jules Tellier au Havre Tous les soirs de 18 à 20 h et le dimanche 1^{er} juin de 15 à 19 h.

Le groupe Sacco-Vanzetti organise LE VENDREDI 30 MAI à 20 H 30, Salle Marcel Pagnol Rue du Berry à Neuilly/Marne une réunion-débat sur MOSCOU 80 Film et montage diapos Invités : Membres d'Amnesty International Orateurs : Union Anarchiste Bulgare Fédération Anarchiste Française

Le groupe libertaire A. Robin et un groupe de travailleurs sociaux organise une conférence-débat LE SAMEDI 31 MAI à 20 h 30 au centre social de Belleue (Brest) L'éducation libertaire avec la participation de J.M. Raynaud (auteur de L'Education libertaire)

Le groupe FA d'Aubenas organise une soirée de soutien avec le groupe REVO LE VENDREDI 6 JUIN à 20 h 30 Salle des Fêtes d'Antraigues (table de presse, expos)



Affiche éditée par le groupe Fresnes-Antony

0,60 F l'unité
 2 F au-dessous de 10 exemplaires
 PAS DE COMMANDE AU-DESSOUS de 10 EXEMPLAIRES

Vient de paraître
VOLONTÉ ANARCHISTE N° 10-11
Proudhon et l'autogestion de Jean Bancal
 EN VENTE A PUBLICO : 20 F (numéro double)
 Vous pouvez également nous abonner à Volonté Anarchiste : 8 numéros : 80 F ; soutien : 120 F.
 Vous pouvez commencer votre abonnement en demandant à recevoir le ou les numéros déjà parus.
 Adresse pour les abonnements : groupe Fresnes-Antony 34 rue de Fresnes 92160 Antony.
 Réglez votre abonnement à CCP A.S.H. 2160042 C Paris.

Antimilitarisme libertaire
 Feuille spéciale tirée à l'occasion de la journée de résistance à la militarisation
 100 exemplaires : 25 F Un exemplaire (pour information) : 1,30 F

LE MONDE LIBERTAIRE
 Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289.15 Paris

TARIF		
France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois	50 F	78 F
6 mois	95 F	150 F
12 mois	180 F	280 F

Tarif étranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada

BULLETIN D'ABONNEMENT
 à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom.....
 N° Rue
 Code postal Ville
 à partir du N° (inclus). Pays.....

Abonnement Réabonnement
 Règlement (à joindre au bulletin):
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
 Four tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

en bref...en bref...

André Beclier refuse depuis plusieurs années de recevoir son fascicule de mobilisation. Après avoir été condamné en 1978 à un mois de prison avec sursis et à deux mois de prison avec sursis et 600 F d'amende en 79, André Beclier est aujourd'hui condamné à 1000 F d'amende et 15 jours de prison ferme.

Sur le thème « La nouvelle situation créée au Larzac suite à la cassation des ordonnances d'expropriation », une exposition Larzac - 10 ans d'affiches, est présentée à la librairie « Cherche » 3 rue Marx-Dormoy - Paris 18^e, tous les jours de 10 h 30 à 14 h et de 16 h 30 à 19 h 30, sauf le lundi.

Les rencontres du Centre breton d'Art populaire auront lieu à Brest, 37 bis rue Victor Hugo ; - du 30 juin au 4 juillet : stage d'art et d'expression populaires - les 3, 4 et 5 juillet : exposition d'instruments de musique traditionnels.

Samedi 28 juin à 18 h, à la Zone de Vauve (commune de Montbrison), route de Boën-sur-Lignon (Ardennes), buffet, buvette, camping sur place. Entrée : 25 F. Programme musical : Péril Bleu ; RAS ; Bonneville ; Kildozer ; Tequilla ; Ganafoul ; Little Bob Story ; Backstage ; Atoll.

Communiqué

Le 20 mai 1980
23 h.

Alors que la manifestation, organisée par les syndicats étudiants et les comités de grève des Facultés de Paris et de la région parisienne pour s'opposer aux lois racistes du gouvernement et du décret Imbert, arrivait à la hauteur de la rue de Rennes et du boulevard Raspail, les forces de police stoppèrent, peu après 20 h., le cortège et empêchèrent comme le 26 avril pour la manifestation contre la militarisation de la société, organisée par la F.A. et le PSU, et comme au 10 mai pour la marche des immigrés, que celle-ci n'aille jusqu'à son terme.

C'est au moment où les manifestants remontaient paisiblement le long des trottoirs vers la gare Montparnasse que des policiers en civil en profitèrent pour appréhender au hasard plusieurs personnes.

La Fédération Anarchiste dénonce cette répression et les agissements qui tendent à se généraliser de plus en plus. Elle demande la liberté pour les inculpés du 20 mai, pour les 70 personnes arrêtées depuis la mort d'A. Bégrand. Non aux lois racistes, facultés ouvertes aux étudiants et aux travailleurs de toutes nationalités, solidarité Français-immigrés.

Fédération Anarchiste

LE PÈRE PEINARD



SOUVIENS-TOI... de la prochaine...

Le 8 mai, c'est bien connu, c'est LE jour, clairons en berne et l'armée à l'œil, thorax bombé, ou qu'on rend hommage aux « morts pour la Patrie », ceux qu'ont tombés au champ d'honneur, pasque pour que, taratata, Sambre-et-Meuse et T'auras du Boudin et Souviens-Toi, pour que plus jamais ça... Même que ça devrait être féric, qu'y disent les patriotes de gauche à droite, ceux qu'en sont l'vénus videment (dont bonne part qu'y sont pas allés, c'est quand même plus sûr), attendu que les « autres », on les a jamais vus venir pointer en dommages-intérêts, les « cousins, morts à la guerre ou morts de rien » - pour rien... Bon, ça, tu le sais, ou t'as pas d'excuses...

Ce que j'avais jamais fait gaffe, moi, c'est ou qu'ils les prenaient, les bambins qu'on voit venir porter des gerbes avec les - presque plus - poilus et les beaux's. T'avais idée, toi ? Maintenant, je sais au moins que dans un petit bourg de l'Eure, ou qu'une copine à moi travaille, le maire use de son « Jour du maire », celui qu'il se garde fêré en réserve, il a le droit, c'est prévu, pour envoyer des moufflets en pèlerinage : c'est ceux du « Foyer d'Enfants », des qu'on les a retirés à leurs parents, des « cas sociaux », on dit, des « gosses à problèmes ». Pour qu'ils en posent moins plus tard, vas-y que j'te dresse, entraîne-toi petiot que ça te servira quand tu seras grand... De la gerbe à quinze, vingt sacs, payée par le foyer, quand on rogne au budget pour les peintures, le sanitaire, la vie quoi, de tous les jours, de ces mouffards.

Ma copine, elle est « éducatrice » au susdit foyer - il n'y a que de sots métiers. Tu te doutes, je peux pas dire son nom, non plus que celui du bled, dommage mais... Désignée volontaire d'office pour driver les bambins au monument. Regimbe, mais pas mèche d'y couper, c'est ça ou t'as le droit d'aller planer. Alors, elle se met propre et tout, et agrafe à son pull ce badge bleu et blanc, tu sais : RESISTANCE A LA MILITARISATION. Correct !

Arrive là-bas. Ces petits bleds, tout le monde se connaît. On louche sur le macaron, crispation dans les maxillaires, poignées de main mollasses et regards qui flottent. Très vite, c'est la franche agression. Sommée par les Anciens Combattus de « retirer ça », forcément, bernique, et alors ! - « Vous mériteriez qu'on vous casse la gueule ! ». Et les Trois-Foix-Cocus de joindre un semblant de geste à la parole. Finalement, devant la ferme résolution, laissent repos sur une menace suprême : - « Ben, puisque c'est comme ça, vous aurez pas droit au vin d'honneur ! ». Tu parles du traumatisme : ma pote, de toute façon, elle boit qu'avec des amis...

Plus dur à vivre, le retour au « foyer », avec interview du dirlo à la clé, lequel, dûment prévenu et « complimenté » par qui-de-droit(e), admoneste et met en garde avec la paternelle sévérité qui s'impose, ce rogne. Gare à ce genre de fantaisie, mon petit, les temps sont durs et le chômage dans l'air, y vous arrivera des ennuis.

Je garantis l'authenticité de l'histoire. Des comme ça d'ailleurs, ça ne s'invente pas.

Plus jamais ça... n'empêche, c'était le bon temps... Foutredieu, que la guerre est jolie !

J. ELLEM (Le Havre)

Trouver du boulot

Ce soir, je suis dans le cirage et je comprends ce mec qui s'est suicidé au bout de trente mois de chômage ; je n'ai qu'un an à mon actif, mais dans quelques jours, mes ressources Assedic ne seront plus qu'un bien triste souvenir... et dans cet engrenage, j'entraîne mon enfant, un petit bonhomme de quatre ans que bien entendu, pour corser la chose, j'éleve seule.

25 ans, sans qualification, juste le niveau du bac, on ne me prend pas au sérieux quand je demande qu'on me donne au moins une chance de faire mes preuves, on m'a même refusé pour un stage de « maçonnerie », car pas assez motivée par le métier ! Quoi ! Ce serait trop de risques que de miser sur la première bonne volonté venue !

Mes propos, mes soucis, sont tellement dérisoires il est vrai face aux préoccupations d'un patron, c'est comme si je m'adressais à un désert de glace.

Des promesses, des regards bienveillants, de la grandiloquence rassurante, des « mais oui mon petit, on va s'occuper de vous », je n'en ai pas manqué, seulement, quand il s'agit d'avoir des certitudes, subitement, on ne trouve plus personne, les regards fuient, les portes se ferment, on a hâte de vous voir décamper et, au besoin, on vous délègue un secrétaire pour transmettre le joli message : « Quelle bonne conscience ! »

Aussi je dénonce cette malhonnêteté particulière qui s'apaise insidieusement tous les courages, je dénonce ce désintéressement déguisé de miel qui enfonce et méprise dans une échelle de valeurs débilés.

Non, je ne suis pas disposée à accepter n'importe quel travail, avec des horaires fous qui sacrifieraient l'équilibre fragile de mon enfant. Non, je ne suis pas disposée à m'exiler de ville en ville au gré des offres d'emploi comme on me le propose. Je ne peux prétendre à rien, je n'ai aucun support qui permette toutes ces exigences que je réclame, pourtant je ne suis pas prête à me plier, à faire les gros dos devant ces porcs, je les hais chaque jour davantage !

Ils cultivent cette haine d'un côté, et ils luttent de l'autre contre ce qu'ils font naître les imbeciles, ils s'affolent, ils alarment, quels pantins ! Quel cirque ! Leurs pitreries sont telles que nous vieillirons tous prématurément, nous sommes de vieux enfants usés jusqu'à la trame, quelle énergie et quel humour il nous faut pour rassembler nos vieux os et leur tenir tête !

PELUCKETTE - Castres

A.N.P.E.

Remise en cause de la liberté syndicale

« Quand j'étais à la Direction des Hôpitaux, avant la nomination comme chef de service d'un militant syndical actif, je lui ai dit : Un chef de bureau qui fait grève commet une faute professionnelle. Etes-vous décidé à respecter la règle du jeu ? A partir du moment où quelqu'un est responsable d'une unité, il ne peut se désolidariser publiquement de la direction. Il faut être solidaire ou démissionner... Signer une pétition même interne à l'ANPE, c'est une prise de position publique. La hiérarchie a d'autres moyens de s'exprimer, elle peut m'écrire ou venir me voir. Je ne demande pas une obéissance servile ; si un cadre à des « états d'âme » qu'il vienne m'en parler... »

Telles sont les déclarations tenues par Monsieur Baudouin, directeur général de l'Agence Nationale pour l'Emploi, le 22 avril dernier à une délégation CGT, CFDT, venue le rencontrer.

Le 29 avril 1980, ce même M. Baudouin mettait en application le contenu de ses déclarations en traduisant en conseil de discipline Ruddy Sanchez, chef d'agence locale à Stains (Seine-Saint-Denis).

Son activité syndicale (secrétaire fédéral de la CGT), alors qu'il occupe une « place importante dans la hiérarchie de l'établissement », constitue une faute grave aux yeux de l'administration en place. Mais il serait intéressant de connaître la « faute grave » que pourrait avoir commise Ruddy Sanchez.

Le 27 novembre 1979, à l'appel des organisations syndicales CGT et CFDT, les personnels du Centre Régional de l'ANPE-Créteil (regroupant les départements de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne et de l'Essonne) avaient manifesté leur mécontentement à l'occasion de l'ouverture du jury de recrutement des cadres. Les agents estimaient que si la Direction avait les moyens de financer des postes de cadres, elle pouvait à juste titre contractualiser les vacataires et insister particulièrement sur la situation de Bernadette Urbanski. Cas particulièrement urgent : Bernadette Urbanski, agent vacataire d'Angoulême, enceinte, et dont le mari était chômeur, avait été licenciée par l'ANPE. Avant de recruter tout personnel d'encadrement - dont l'utilité peut être mise en doute -, les agents exigeaient un poste pour tout le personnel vacataire ou temporaire.

Cette manifestation fut assimilée par M. Baudouin comme un acte de violence. Le secrétaire général, M. Bongrand, pré-

venu de l'arrivée des manifestants, refusa tout dialogue et préféra aller tenir l'examen oral (seule épreuve) de recrutement des cadres.

Or, le grand tort - aux yeux du secrétariat général - de Ruddy Sanchez était d'être présent à ce mouvement. La preuve en est que le dossier d'accusation est vide. Rien ne peut lui être reproché sur le plan professionnel. Le conseil de discipline a établi que toutes les accusations portées contre Ruddy sont fausses et sans preuves formelles. Le seul témoin de l'accusation n'est autre que M. Bongrand et ses rapports. Mais Ruddy Sanchez risque néanmoins de prendre la porte. Aucune décision n'est encore prise.

Il semble que s'attaquer à Ruddy Sanchez ne suffise pas à la Direction générale de l'ANPE ; preuve en est l'attaque portée contre Anne Lerolle, secrétaire adjointe CGT de la section 94 - traduite, elle aussi, en conseil de discipline pour les mêmes motifs qui n'en sont pas, que Ruddy Sanchez. Et la liste serait loin d'être close, si l'on devait se réferer à toutes les autres accusations sans preuves, portées contre certains agents - tous militants ou responsables syndicaux - traduits, eux aussi, en conseil de discipline.

D'autre part, dans le dossier d'accusation d'Anne Lerolle, constitué par le secrétaire général Bongrand, il est inquiétant de constater le côté misogynne et l'expression d'une mentalité rétrograde qui s'y dévoilent.

Face à toute cette provocation mise en branle par la Direction générale, il ne faut pas rester inactifs. Il est évident que Baudouin et sa clique n'ont pas admis que les syndicats et le personnel s'opposent à leurs projets de démantèlement et de privatisation de l'ANPE. Agent du pouvoir, payé pour remettre en question l'existence de l'Agence Nationale pour l'Emploi, il fera tout pour avoir le personnel sous sa botte. Devant mettre en application un nouveau statut du personnel, sous peu, ce même Baudouin entend faire régner un climat de terreur, de manière à écarter toute contestation possible. Il entend s'installer, contrairement à ses dires, en maître de droit divin pour appliquer « sa loi » sur les employés de l'ANPE et de par là même les chômeurs. Et le cas Baudouin n'est que le reflet du ministère du Travail, donc du pouvoir. Avec les deux accusations récentes de Sanchez et de Lerolle, cela laisse entrevoir la remise en cause de la liberté syndicale.

F.G.

SOUSCRIVEZ

Sommaire

PAGE 1
Jean-Paul II, marathonien du cléricisme
PAGE 2
Activités F.A.
PAGE 3
En bref
Souviens-toi...
Trouver du boulot
ANPE : Remise en cause de la liberté syndicale

PAGE 4
Larzac
Les contradictions...
PAGE 5
Le 35^e Congrès de la F.A.
PAGE 6
Informations Internationales
PAGE 7
Le livre de la semaine
Le racket de l'édition
PAGE 8
Fédéralisme et autogestion en Yougoslavie ?

Contradictions internes à la production marchande actuelle, guerre économique et crise mondiale du capital

Fin de l'article « Contradictions... » dont la première partie est parue dans le n° 359

Par rapport à cette réalité mondiale, deux faits notables sont précisément à prendre sérieusement en compte :

- 1) Le rôle croissant de la production militaire dont les dépenses mondiales ont dépassé les 420 milliards de dollars l'année passée, production qui, tout en étant un accélérateur important d'autres secteurs (automobile, nucléaire, électronique...), devient en elle-même, devant le manque de débouchés civils, un secteur PRIVILEGE de l'accumulation capitaliste.

- 2) L'effritement croissant et irrémédiable des deux blocs traditionnels hérités du partage capitaliste de Yalta avec l'émergence économique et politique de plus en plus insistante du capital japonais et du capital ouest-allemand, appelés de plus en plus à devenir des forces militaires autonomes.

C'est à partir de ces deux constatations objectives, pour nous essentielles, que les causes profondes d'une troisième guerre mondiale peuvent et doivent être analysées, et non pas à partir de superficielles supputations en partie motivées par le bourrage de crâne idéologique, orchestré par tous les média capitalistes depuis plusieurs mois.

Effectivement il n'existe pas, à l'heure actuelle, de rivalités inter-impérialistes fondamentales, graves, entre l'URSS et les USA, pour la bonne raison qu'il n'y a entre eux aucune concurrence économique effective. En effet, si l'on applique correctement la méthode d'analyse critique de l'histoire qu'ont progressivement élaborée les révolutionnaires depuis Saint-Simon, Proudhon et Marx et que Kropotkine réprecisait fort justement dans notre introduction, c'est TOUJOURS sur la base concrète des rivalités économiques réelles que se développent inévitablement les conflits politiques et militaires entre blocs capitalistes opposés.

Si l'on analyse, avec un tant soit peu de rigueur la REALITE contemporaine du capitalisme d'Etat russe en laissant ici une fois de plus au rancart tous les lieux communs véhiculés par l'idéologie dominante et toutes les fractions capitalistes de droite et de gauche qui s'y complaisent ; le premier fait d'importance, c'est que le bloc capitaliste soviétique est dans un état de totale dépendance économique par rapport aux divers capitalismes occidentaux. L'économie russe ne subsiste que de « l'aide financière » des occidentaux dont le capitalisme américain et du pillage impérialiste qu'il exerce méthodiquement sur ses satellites.

Les pays de l'Est sont globalement le secteur le plus faible du capitalisme mondial, avec une production de qualité médiocre et un taux de productivité le plus faible qui puisse être, tout cela agrémenté d'une dette de plus de 50 milliards de dollars envers l'occident qui devrait, si tout « va bien », atteindre à la fin de cette année les 66 milliards.

Depuis qu'en 1918-20 la Russie est devenue capitaliste d'Etat, elle n'a jamais eu à aucun moment un développement économique-politique autonome, elle a toujours joué un rôle de second ordre à la remorque constante d'une puissance, elle, de premier ordre, grâce à laquelle elle assurait sa propre prépondérance dans sa roue d'influence.

Il n'y a jamais eu entre l'URSS et les USA autre chose que des luttes locales pour contrôler des territoires riches ou ayant une importance stratégique monnayable, mais depuis la guerre du Vietnam les choses se sont considérablement modifiées, le capitalisme russe et le capitalisme américain ont un intérêt commun fondamental pour leur prépondérance respective : empêcher A TOUT PRIX le rapprochement économique-politique entre, d'une part l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est, et d'autre part le rapprochement entre le Japon et la Chine. Andrew Young ne se félicitait-il pas du rôle stabilisateur des Cubains en Angola, qui avaient ain-

si empêché le Japon et l'Europe d'intervenir davantage dans l'ouest africain ?

Militairement, la Russie a toujours joué le même rôle ; au XIX^e siècle, elle était le bras droit de l'impérialisme britannique, aujourd'hui, quoique la mystification idéologique puisse faire croire !), elle est celui de l'impérialisme américain. Bref, l'armée rouge mange du blé américain et les ordinateurs qui orientent sa flotte et guident ses missiles sont fournis par Washington qui sait bien que le danger à venir n'est pas là... Moscou et le Pentagone ont le même objectif : empêcher la création d'une vaste Europe unifiant l'Est et l'Ouest, sous l'influence économique de la RFA et qui deviendrait alors le danger n° 1 (idem pour la Chine et le Japon qui deviendraient alors un danger tout aussi puissant !).

Regardons du côté du capitalisme japonais et du côté du capitalisme allemand, car leur énorme potentiel économique, conscient de ses réalités, est lui en train de se militariser massivement, même s'il le fait en douceur.

Le budget militaire de « l'agence de Défense nipponne » est passé de 1,6 milliard de dollars en 70 à 11 milliards en 79. L'agence et le patronat viennent, en janvier de cette année, de créer une « association des industries de haute technologie pour la défense ». Des recherches militaires sont effectuées par tous les grands groupes industriels du pays : Mitsubishi, dont 12% du chiffre d'affaires sont désormais représentés par les commandes militaires ; Shin Meiwa Kogyo, dont 21% sont représentés par les mêmes commandes, etc.

Quant à la RFA qui a déjà la seconde armée mécanisée d'Europe après l'URSS, elle a loué, par l'intermédiaire d'une société : la OTRAG, une superficie de cent mille kilomètres carrés dans la province de Shaba au Zaïre, pour une période de 25 ans (avec possibilité de prolonger le bail en tranche de 10 ans), afin d'y effectuer des expériences de fusées. De même, on peut tenir pour plus que probable les multiples liens nucléaires entre Bonn et Prétoria démontrés dans le livre *The Nuclear Axis*, qui tend à prouver l'existence d'une collaboration germano-sud-africaine dans la fabrication d'armes nucléaires.

Aujourd'hui avec le partage définitif du monde impérialiste, c'est-à-dire avec l'achèvement de l'intégration des secteurs pré-capitalistes, il n'est globalement plus possible au capitalisme de réaliser à long terme de la plus-value. La crise est donc PERMANENTE et elle implique de façon périodique des destructions massives comme en 14 et comme en 39, qui permettent momentanément une redistribution des marchés auparavant parvenus à SATURATION. L'année 80 annonce une nouvelle récession (cf. la chute brutale de Chrysler) et une exacerbation grandissante de la concurrence devant les marchés de plus en plus réduits à la portion congrue. Le taux de profit va continuer sans nul doute à régresser de façon massive, les restructurations vont s'intensifier, la masse de plus-value va, elle aussi, chuter. Bref, pour tenter de s'opposer à la baisse grandissante du taux de profit, la bourgeoisie internationale va, une fois de plus, compresser les coûts salariaux, mais ce replâtrage artificiel réduira d'autant la consommation intérieure et replongera le système dans de nouvelles contradictions.

A plus ou moins long terme, c'est-à-dire au moment crucial où la saturation des marchés sera effectivement réalisée, l'unique solution pour la survie du capitalisme restera la même : la GUERRE, seul moyen concret de continuer à valoriser le CAPITAL.

Les luttes de classes qui se déroulent aujourd'hui malgré l'étouffoir syndical et partiaire sont le produit direct des contradictions internes à la production marchande et de la crise globale qui la

AU LARZAC COMME AILLEURS : NON A TOUTES LES ARMEES

Après l'annonce de cette décision, les déclarations des politiciens de tous poils vont bon train. Roland Bascary-Mausserin, sénateur-maire de Rodez, déclare « ... il appartient maintenant à toutes les bonnes volontés de se rejoindre pour rechercher la bonne formule... », et Jean Puech, président du Conseil général, « ... je crois que tous les responsables vont mettre à profit le nouveau délai qui nous est donné pour intensifier, dans l'esprit de dialogue, les démarches nécessaires de façon à trouver des solutions concrètes... ».

Quant aux organisations professionnelles et syndicales agricoles de l'Aveyron (CDJA, FDSEA, Chambre d'Agriculture), elles espèrent que le gouvernement prendra en considération les propositions faites par les responsables agricoles, afin d'arriver à une solution acceptable pour les agriculteurs du Larzac et les élus de la région. Il ne faut pas les oublier, les élus de la région, surtout quand se profilent à l'horizon les élections de 81. Politique oblige !

Et voici ce que déclarait un paysan du Larzac : « Le gouver-

nement peut envisager cette sorte de médiation annoncée par M. Giscard d'Estaing à Rodez, et alors, on peut discuter en toute plénitude et en toute sérénité. Si le pouvoir est honnête, c'est peut-être le moment de trouver une solution ». Comme si le pouvoir pouvait être honnête ! Après

Deruy, conseiller général de Millau, qui énonce clairement la meilleure solution, la meilleure formule aux problèmes du Larzac : « ... C'est donc une occasion pour la seule issue possible : discuter sérieusement pour une solution qui permette le maintien des agriculteurs et une extension



tous les coups bas que le pouvoir a infligés aux paysans du Larzac, comment peut-on envisager que ce dernier puisse être honnête ?

La lutte du Larzac est maintenant définitivement sur le chemin de la légalité et est rentrée dans les normes et c'est beaucoup mieux ainsi pour tout le monde. Pour les politiciens, c'est l'occasion rêvée de récupérer pleinement le mouvement, et pour le pouvoir, il va pouvoir enfin dialoguer avec des gens conscients et responsables, et c'est pour lui une façon élégante de sortir la tête haute de cette affaire qui dure depuis 10 ans.

Voici la déclaration de Gérard

raisonnablement limitée du camp. C'est le bon sens ».

Pour nous anarchistes, le bon sens est que l'armée n'a rien à foutre sur le Larzac comme ailleurs, que la seule solution au problème du Larzac, c'est la suppression de l'armée. Nous ne cesserons de dénoncer le rôle de toutes les armées : chien de garde du pouvoir en place et ce, quel que soit le pouvoir. L'exemple du Larzac nous montre une fois de plus comment une lutte qui se situe au niveau politique, est dénaturée dans ses revendications et dans sa forme.

JEAN-EMILE
(liaison Le Vigan)

Chronologie des événements du Larzac

- 11 octobre 1970 : à La Cavalerie, M. Fanton, secrétaire d'Etat à la Défense, annonce que l'on projette d'étendre le camp militaire du Larzac.

- 30 octobre 1971 : communiqué du ministère de la Défense confirmant la décision d'extension du camp (le projet porte sur l'acquisition de 14 558 hectares, surface qui sera ramenée à 13 676 hectares).

- 6 novembre 1971 : première manifestation d'agriculteurs à Millau.

- 6 décembre 1971 : le Conseil général de l'Aveyron demande que soit rapportée la décision d'extension. La motion est rejetée par le ministère.

- 11 octobre 1972 : arrêté préfectoral pour la mise à l'enquête publique.

- 25 octobre 1972 : les premières brebis du Larzac sous la Tour Eiffel.

- 26 octobre 1972 : décret d'utilité publique.

- Du 7 au 13 janvier 1973 : les paysans du Larzac rejoignent Paris en tracteur.

- Fin janvier 1973 : recours des paysans devant le tribunal administratif de Toulouse.

- 10 juin 1973 : pose de la première pierre de la bergerie de la Blaquière (située sur des terrains devant être expropriés).

- 25 août 1973 : premier grand rassemblement de protestation sur le Larzac.

- 21 juin 1974 : le tribunal administratif de Toulouse rejette le recours déposé par les paysans.

- Les 17 et 18 août 1974 : fête des moissons sur le Larzac.

- 30 janvier 1975 : arrêté préfectoral portant sur l'enquête parcellaire.

- Février-mars 1975 : manifestations diverses dans les mairies des communes concernées (dossiers brûlés, meeting...).

- 28 juin 1976 : commando des paysans dans le camp militaire de La Cavalerie (dossiers brûlés). Plusieurs manifestants seront arrêtés et, après jugement, emprisonnés quelques jours à Montpellier.

- 20 octobre 1977 : le décret d'utilité publique est prorogé pour une durée de cinq ans (soit jusqu'en 1982).

- Les 13 et 14 août 1977 : arrêté de cessibilité des terrains visés par le projet d'extension du camp.

- 26 octobre 1978 : premières ordonnances d'expropriation.

- 7 mai 1980 : la procédure d'expropriation est annulée par la Cour de cassation pour vice de forme.

35^e Congrès de la F.A.

Une seule réponse à l'exploitation et à l'oppression : l'autogestion

C'est à Angers, les 15, 16, 17 et 18 mai, que s'est tenu le 35^e Congrès de la Fédération Anarchiste. Organisé par les groupes angevins dans une région bercée autant par le passé syndicaliste révolutionnaire du syndicat des ardoisiers de Trélazé que par une tradition cléricale entretenue par les grandes familles nobiliaires et poursuivie par les notables, ce congrès a réuni 250 délégués.

En tout premier lieu, les congressistes se sont penchés sur les modifications à apporter aux structures internes de l'organisation. Cette confrontation constructive pour le congrès permet que se côtoient dans la même organisation des courants différents de la pensée anarchiste. A travers ces débats, les délégués ont pu travailler à la réactualisation du préambule des Principes de Base de la Fédération Anarchiste, qui définit les grandes lignes de la pensée anarchiste et la nécessité de s'organiser pour la propager.

Puis, les congressistes ont abordé le débat général sur l'autogestion, qui réunit tous les militants de la Fédération autour d'un projet global de transformation radicale de la société.

La situation économique

Reprenant les thèmes traités par le Congrès extraordinaire d'Antony en novembre dernier, le congrès a approfondi l'analyse de la crise structurelle du capitalisme international. Partant de l'étude des facteurs de la crise qui avait été élaborée précédemment, les congressistes se sont penchés sur l'analyse de la période (1945-1980) du déclin de la crise et de ses conséquences.

L'économie d'après-guerre est marquée par une situation de reconstruction et d'expansion généralisée due à la conjonction de plusieurs facteurs :

- La défaite de la classe ouvrière, provoquée par le fascisme, par la guerre et par l'hégémonie réformiste (répercussion du « Retrouvez vos manches » de Thorez qui a déterminé jusqu'à aujourd'hui l'intégration des syndicats au capitalisme), a amené une surexploitation permettant une hausse du taux de la plus-value ;

- le développement de technologies nouvelles (automatisation, informatique, télématique, énergie nucléaire...), la recherche accrue de productivité, ont permis la création de nouveaux marchés, cruciaux dans la recherche constante de profits. Pourtant, ce développement présentera, à long terme, un obstacle infranchissable pour les petites et moyennes entreprises, et favorisera, par conséquent, le monopole du marché des produits très élaborés aux multinationales et aux entreprises d'Etat ;

- la recherche de marchés nouveaux dans les pays du Tiers-Monde et du Quart-Monde en redéfinissant la politique néocolonialiste des grandes puissances et en imposant un nouveau partage du monde, apportera un second souffle à cette économie fondée exclusivement sur la croissance jusqu'à la crise des matières premières ;

- l'intervention accrue des Etats pour réguler cette recherche de nouveaux marchés a favorisé la concentration du capital pour lutter contre la baisse du taux de profit. Cette présence croissante de l'Etat pour réguler les mécanismes économiques annonce la situation actuelle dans laquelle des secteurs entiers de l'économie disparaissent malgré l'apport de fonds publics (aide aux investissements, prêts...).

Dès les années 60, de nouveaux sous-bouts apparaissent : la combativité grandissante de la classe ouvrière entraîne de nouvelles difficultés pour le capital.

La fin de la période de reconstruction fait entrer directement en concurrence les économies européennes (menée par la RFA) et japonaise à celle des USA. Malgré l'apparition de ces contradictions, l'expansion se poursuit jusqu'en 74. La hausse brutale des matières premières les révèle et les exacerbe jusqu'à leur point de rupture. L'alimentation en ma-

tières premières reste le point névralgique pour les économies des grandes puissances, qu'elles essaient de résoudre soit en s'appuyant sur des bourgeoisies nationales dévouées à leur cause, soit dans des guerres locales par pays interposés.

Les économies ne peuvent plus soutenir artificiellement (endettement constant auprès de l'Etat des secteurs en perte de vitesse) les entreprises en difficulté et préfère donc, à travers des fermetures, l'accroissement du chômage, laisser la loi de la concurrence rééquilibrer les marchés traditionnels (textile, sidérurgie...).

La restructuration se fait donc à un niveau mondial et correspond à une nouvelle division internationale du travail reprenant en compte de nouveaux partenariats économiques : les pays en voie de développement et l'URSS. En France, elle s'est faite en deux temps :

- l'élimination des secteurs en perte de vitesse et l'absorption de nombreuses PME par les grandes entreprises ;

- la liquidation différée à cause des élections de 78 de secteurs entiers de l'économie nationale. Le redéploiement industriel se fait sous l'égide de l'Etat, mais évolue en fonction des transformations des marchés internationaux et au soubouffrage général de secteurs succédant une aide sélective aux industries de pointe. Si la restructuration est nécessaire à la survie du capitalisme, elle a sur la situation sociale des conséquences désastreuses. Mais cette restructuration ne peut en aucun cas circonvier la crise mondiale du capitalisme qui n'est plus une crise de croissance et de réadaptation, mais bien une crise structurelle. La destruction de secteurs entiers, la mise en valeur des entreprises de pointe, la montée d'une nouvelle couche dirigeante (la technocratie étatique ou des multinationales) ne résoudront pas la crise économique, mais peuvent reculer l'échéance finale de transformation des marchés par l'intermédiaire d'un conflit mondial ou un renversement des rapports économiques par une révolution sociale.

Face à cette situation économique, la politique gouvernementale, après des hésitations dues aux élections, coupe à grands coups de licenciements dans les secteurs improductifs et remet en cause les acquis de la classe ouvrière. Le plan Barre a permis au gouvernement en place de cacher derrière une voilée expansionniste le déficit constant de la balance des paiements. Mais aujourd'hui, la vapeur est renversée ; aucun artifice politique ne peut masquer aux divers clans électoraux (petits artisans, commerçants, PME...) la situation telle qu'elle se présente : accepter la crise dans son entier d'où découle une mort certaine des petits marchés traditionnels et une baisse continue du pouvoir d'achat, ou faire face à une transformation radicale de l'économie qui, dans les faits, ne présente pas un partage du profit entre les divers capitalistes. Le choix de société subit l'évolution des rapports économiques : la bourgeoisie détermine l'aspect de l'équipe gouvernementale en fonction du maintien et de l'augmentation du taux de profit que celle-ci apportait par ses interventions dans l'économie nationale et sa recherche de marchés internationaux, alors qu'aujourd'hui le choix politique est différent : c'est la volonté de maintenir la société de classes, quitte à faire des sacrifices, qui fait face à un clivage politique et économique, ne se faisant qu'en ces termes : maintien du capitalisme ou révolution sociale.

La situation politique et sociale

L'évolution des luttes ouvrières et du contexte politique est déterminée par la situation économique, mais également par le choix de société des équipes dirigeantes en place.

Le tournant des luttes ouvrières, d'une syndicalisme offensif de lutte de classes d'avant 1921, est parvenu à un syndicalisme de collaboration de classes, en s'intégrant à une évolution des situations politiques et économiques. Le programme politique des partis de gauche (SFIO, PS, PC) ne propose pas une transformation radicale des rapports économiques, mais se contente de vouloir gérer la crise, et a amené les syndicats à jouer un rôle régulateur de l'économie nationale. A travers des intérêts politiques divergents, les syndicats ont accepté les structures de l'économie capitaliste en place, et par voie de conséquence ont entraîné avec eux un nombre important de travailleurs.

Le mirage de l'unité ouvrière derrière la révolution russe est le symbole de la représentation des luttes ouvrières de ces dernières années. L'unité de l'après-guerre, celle de l'attente de 78 et celle d'appel aux directions syndicales du Premier mai 80 représentent les données de lutte actuelle.

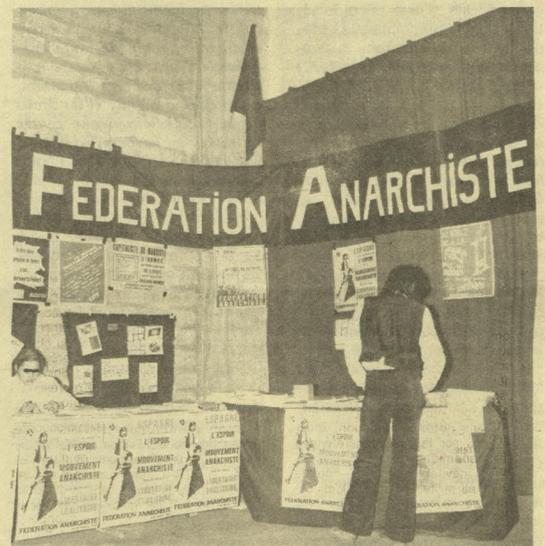
L'acceptation des syndicats à co-gérer une société capitaliste florissante puis à accepter une baisse importante du pouvoir d'achat qui entraîne une acceptation inconditionnelle des remises en cause des acquis et une dégradation sociale, n'est pas du seul fait du déterminisme politique des cadres dirigeants, mais également de l'intégration des travailleurs au capitalisme. L'économie d'après-guerre a transformé les rapports sociaux, cette économie dont la base, dans les sociétés avancées, était une consommation accrue des produits courants, d'où découle une amélioration des conditions de vie, a posé comme préalable à la perpétuation d'une situation sociale calme la fonte en commun des intérêts antagonistes de « classes » du travailleur et du patron. Le développement du tertiaire, l'ouverture des facultés, des choix d'existence non plus de survie, mais d'acquisition de produits courants (voiture, électro-ménager, accession à la propriété) a revalorisé les luttes réformistes et reculé aux calendes grecques les combats radicaux. Et c'est pourquoi nous faisons face, aujourd'hui, à une

situation sociale intermédiaire : la volonté des travailleurs de trouver les solutions à la conservation de leurs conditions de vie dans le cadre du capitalisme, la peur de perdre des acquis individuels qui leur font accepter la restructuration comme facteur intangible de la société, critères d'intégration qui s'opposent à une analyse radicale des rapports sociaux existants. Les derniers mouvements de grève en sont un exemple frappant. D'un côté la classe ouvrière accepte inconditionnellement la crise économique, de l'autre certaines couches touchées de plus près par la crise emploient des moyens de lutte révolutionnaires. L'après 78 entre dans ce cadre social : le mythe de l'unité d'état-major qui promet une transformation politique sans toucher aux particularismes sociaux, le tout ou rien, résultante directe de la restructuration.

syndicats que le CNPF, la préparation des présidentielles, maintiennent la société de classes et représentent simplement des intérêts particuliers de telle ou telle couche de la société, dont les angoisses de perte de privilèges, ou les assurances de leur poursuite, déterminent les discours électoraux des partis. Il ne s'agit plus de dénoncer les mensonges électoraux, les scandales politiques et la mise au pas des syndicats et des travailleurs, mais de présenter la situation sociale et économique telle qu'elle se présente : la continuation de l'exploitation et de l'oppression par un gouvernement, Barre ou Rocard, ou la transformation radicale de la société de classes. Il n'y a plus de choix !

L'intervention des militants anarchistes

Les congressistes ont ensuite réaffir-



Les luttes intestines de la gauche, le consensus enregistré autant par les

mé les axes d'intervention de leur organisation.

Nos axes de lutte

Les luttes ponctuelles, dictées par l'actualité sociale et politique, entrent dans notre combat global contre la société capitaliste. Les congressistes, en intégrant à un projet autogestionnaire de destruction du capitalisme et de construction de rapports économiques égalitaires, les luttes contre les J.O., les présidentielles, l'armée..., ont montré ainsi leur volonté de transformer des luttes spécifiques en combat radical.

Sur les présidentielles

La Fédération Anarchiste a réaffirmé son opposition à toutes les structures étatiques et, par voie de conséquence, appelle à l'abstention révolutionnaire. Elle constate que les divers programmes politiques présentés par les partis de droite, de gauche ou d'extrême-gauche, ne recherchent nullement une transformation de fond de la société, mais représentent la palette politique créée non pas en fonction des intérêts des populations, mais dictée par celui des technobureaucrates et l'ensemble des notables. La Fédération Anarchiste ne pose pas comme préalable à la fin de l'exploitation un quelconque programme commun, mais bien un projet autogestionnaire révolutionnaire. C'est pourquoi les militants de la Fédération Anarchiste comptent donner le maximum d'ampleur à cette campagne (rencontres nationales et régionales proposant une alternative révolutionnaire au problème électoral).

Sur les Jeux olympiques

Malgré l'appel des Etats au boycott des J.O. de Moscou, les congressistes prolongent cette campagne définie par le précédent congrès. Car ni les Etats, ni certains comités, ne s'opposent au fondement même des J.O. Idéologie de la compétition, hiérarchie corporelle, aspect commercial de cette fête internationale, maintien des nationalismes) et ne s'opposent au caractère même du régime capitaliste d'Etat d'URSS. Ils dénoncent le marxisme et le léninisme, fondements idéologiques du régime soviétique, principaux facteurs de l'autoritarisme du socialisme d'Etat. Tout comme le Mondial fut l'occasion de se solidariser avec les victimes des régimes fascistes d'Amérique du Sud, la Fédération Anarchiste soutient les luttes des travailleurs russes et de la dissidence en butte à la répression étatique soviétique.

A travers l'actualité économique et sociale, les militants réunis en ce 35^e Congrès ont également défini des thèmes de campagnes spécifiques telles : dénonciation du racisme étatique (lois Imbert, Stoléru), de la remise en cause de la liberté d'expression (loi sur l'affichage, poursuite des antimilitaristes...) et comptent poursuivre une campagne antimilitariste et contre la guerre engagée depuis deux ans par les groupes de la Fédération.

Dans les entreprises, à travers les luttes de quartier et les luttes spécifiques, les anarchistes dénoncent les mirages électoraux, s'opposent à la politique d'intégration et de consensus politique et social. Ils interviennent directement pour renverser la société de classes, afin de parvenir à la construction d'une société fondée sur la libre association des individus. Notre place est au côté des travailleurs en lutte qui mettent sur pied des structures fédéralistes pour s'opposer véritablement à la restructuration et à la gestion de la crise par les réformistes. Il s'agit pour nous d'empêcher l'assimilation des intérêts des travailleurs à ceux de la bourgeoisie et de l'Etat, et tout faire pour amener les prolétaires sur un terrain révolutionnaire à partir de leurs revendications quotidiennes. Seule la radicalisation des luttes amènera la classe ouvrière à choisir entre l'exploitation que lui réserve la société capitaliste et son émancipation totale.

Ces données déterminent l'activité de la Fédération Anarchiste et de ses militants. En opposant à la société autocratique d'exploitation un monde sans condition première à l'émancipation de tous l'égalité économique et sociale, la Fédération Anarchiste propage dans toutes les luttes la nécessité du refus de la collaboration de classes proposée par les syndicats et les partis politiques, et combat en faveur de la montée de combats radicaux possédant dans leur propre structure la capacité d'imposer une transformation révolutionnaire des rapports sociaux.

Relations Extérieures F.A.I.

Jeux Olympiques

Jean-Paul II, marathonien du cléricisme

suite de la p. 1

La persécution comme levain

Oui l'Eglise se préoccupe du monde ouvrier, comme du reste du monde, parce qu'il y va de son intérêt. Elle s'y applique à pas comptés, en laissant se développer des expériences qui seront critiquées, modifiées, dé-tournées, parfois condamnées. Elle connaît le poids du temps et sait s'en servir, elle a eu presque deux millénaires pour apprendre que les spontanistes naïfs finissent le plus souvent dans les masses des organisations solidement assises et qu'il est donc nécessaire de construire et d'asseoir ces organisations.

En Afrique, Wojtyla allait cueillir les fruits d'une décolonisation que ses prédécesseurs préparaient déjà au début du siècle : sous Benoît XV (1914-1922) - MAXIMUM ILLUD - Encyclique capitale sur les missions. Annonce la fondation des Eglises de couleur. (Inspirera directement Pie XI dans sa nomination d'évêques chinois.) Publiée le 30 novembre 1918 (12). 19 jours après la fin du carnage, le pontife définissait les conditions de la reconstruction et du redéploiement des missions détruites par la guerre. Ce brave homme avait le sens de ses responsabilités et les remplissait avec sérieux et efficacité.

Le missionnaire arrivant chez les « sauvages » dans les fourgons de l'armée de colonisation, c'est une image un peu simpliste. Elle n'est pas fautive, mais elle ne recouvre qu'une partie de la vérité. Dès la fin du XIX^e siècle, en même temps qu'elle livre tant de combats, l'Eglise catholique poursuit un immense effort pour se mettre à la taille du monde, en reprenant des positions perdues, en se renforçant remarquablement, en préparant l'avenir par des mesures habiles » (13).

En 1936, à l'occasion de la 28^e session des Semaines Sociales de France consacrée aux conflits de civilisations, un père blanc exposait les conceptions de l'époque sur les corrélations entre l'action missionnaire et l'action coloniale.

Au point de vue des principes, il n'y allait pas par quatre chemins : *Asiatiques et Africains trop souvent repoussent les missionnaires de l'Evangile comme étant les fournisseurs de la civilisation « occidentale » dont ils refusent de reconnaître l'incomparable supériorité spirituelle. (...) Reste à savoir, d'ailleurs, dans quelle mesure les civilisations non chrétiennes sont capables de cette spiritualisation sans se renier elles-mêmes »* (14).

Au point de vue des moyens il ne craignait pas d'envoyer la « fabrication des martyrs : « ... la réforme profonde de la vie religieuse des néophytes agit comme un levain, lent mais puissant, sur la masse infidèle. Mêlés à la vie sociale, ils se tiennent nécessairement, quant à la vie religieuse, au ban de la famille et de la nation. C'est souvent l'ère des persécutions, mais tôt ou

tard, la vertu de leur exemple opère... » (15).

Au point de vue de l'application des principes, il conseillait évidemment la prudence : *L'Eglise ne touche qu'avec la plus grande circonspection à certaines institutions, d'ailleurs inconciliables avec la perfection de son esprit de justice et de charité - ainsi, l'esclavage, l'absolutisme du prince, etc, qui appartiennent, en soi, à l'économique et à la politique »* (16). Pour bien vous infiltrer, commencez par ne pas faire de vagues !

Le retour au bercail de la fille prodigue

Le « premier devoir » de l'Etat colonisateur à l'égard de la mission étant « d'assurer la liberté du prosélytisme missionnaire contre l'opposition des sorciers et autres ennemis de toute évolution » (15) ; ensuite, de collaborer « par une sage législation, à protéger la dignité et les droits de la famille chrétienne contre les coutumes barbares » (16).

On est encore loin des théologies dites de « libération » prônées aujourd'hui par certains néo-cléricaux sud-américains, mais quarante ans ont passé qui ont permis aux illusionnistes catholiques de mettre au point quelques nouveaux tours à leur façon.

En Pologne, il s'agissait de marquer l'intérêt particulier pour cette Eglise puissamment installée dans la glacié stalinien ; au Mexique, de faire le tri entre les divers courants qui traversent les catholiques d'une Amérique latine sur l'évolution démographique de laquelle l'Eglise fonde des espoirs de renouveau pour le XXI^e siècle.

Quant au voyage en France, il sera un retour triomphal, même si la politique exige qu'il prenne les apparences d'une modeste papalade. Depuis deux siècles la « fille aînée de l'Eglise » a souvent maltraité sa « mère ». Et celle-ci le cherchait bien qui refusait de croire à la disparition définitive de la société féodale d'ancien régime.

A quelques mois près, il a fallu attendre un siècle après la proclamation de la première république pour que Léon XIII, dans l'encyclique *Au milieu des sollicitudes*, conseille à ses fidèles de France d'accepter le régime républicain momentanément dirigé par les bourgeois anti-cléricaux. C'était la meilleure solution pour, en y mettant le temps qu'il faudrait, « agir dans son sein et faire modifier la législation anti-religieuse » (17).

Quelques mois plus tôt, Léon XIII avait promulgué « *Rerum novarum* » qui encourageait l'action des catholiques sociaux et conduisit quatre décennies plus tard, sous l'impulsion de Pie XI, à la création des mouvements de jeunesse spécifiques à chaque milieu social : JOC, JAC, JEC, etc.

Sur tous les fronts de l'Etat, de l'administration, de l'enseignement, du syndicalisme, des associations diverses, ces militants formés sérieusement ont fait progresser la reconquête par

l'intérieur, sachant quand c'était nécessaire faire deux pas en arrière après un pas en avant.

Dans une société qui se prétend pluraliste, une offensive de cette importance ne se déroule pas sans accroc dans les rangs des attaquants. Tous ne marchent pas au même pas. Il faut freiner les plus pressés et rameuter les traîneurs, apaiser les querelles de famille.

Un ennemi politique de toujours

Jean-Paul II vient rassembler les troupes du catholicisme français éparpillées à la suite d'interprétations trop divergentes des décisions du Vatican II. Il ne faudrait pas que quelques hurluberlus (quasiment des « autonomes ») trop modernistes ou trop passésistes, laissent pourrir sur pied, par leurs discordes superficielles, les moissons patiemment préparées depuis le début du siècle. Bien entendu, ce qui est en cause, c'est notamment la laïcité de l'Etat et de l'école publique. Or, qu'il soit laïque ou cléricale, l'Etat reste pour nous l'Etat ; et celui de Brejnev, qui se proclame athée, n'est pas près de bénéficier de notre sympathie.

Mais les choses ne sont pas si simples et les formules lapidaires ne suffisent pas à les décrire. A travers la laïcité de l'Etat, c'est tout un rapport des forces, relativement fragile, qui est insidieusement et systématiquement remis en cause. Dans ce domaine, une analyse manichéenne conduisant au désintéressement laisserait le champ libre aux manœuvres des cléricaux et accroîtrait parallèlement l'efficacité de leur pénétration dans le mouvement ouvrier. Tout se tient dans cette vaste entreprise millénaire de mystification de l'humanité.

Pour Jean-Paul II qui vient de le réaffirmer en Afrique, comme pour Léon XIII, la fin de la lutte des classes ne peut résulter de leur disparition, mais de leur maintien en « harmonie » : « *L'Eglise (...) ambitionne de resserrer l'union des deux classes jusqu'à les unir l'une à l'autre par les liens d'une véritable amitié* » (18). Tant qu'elle existera, l'Eglise poursuivra son but qui est de construire une société corporatiste soutenue par une « bonne » hiérarchie, où chacun serait gentiment à sa place, permettant ainsi aux brebis d'être bien gardées et d'autogérer sagement leur exploitation.

Parce qu'elle connaît - par l'expérience utilisée à son profit - le prix de l'implantation et de la patience, elle s'opposera toujours, même par les moyens détournés de la récupération, à la transformation et au développement des organisations révolutionnaires.

Nos raisons de la combattre sont multiples, notamment parce qu'elle maintient et répand parmi les populations un pseudo-humanisme débilisant et néfaste, mais la plus importante, celle qui en fait un ennemi politique de toujours et à jamais, est que ses intérêts matériels d'institution sont fondamentalement

informations internationales

Allemagne

LES ELECTIONS DU 11 MAI — Les élections au Landtag de Rhénanie du Nord-Westphalie ont été marquées par deux défaites : le parti libéral FDP qui avait obtenu en 75 6,7% des suffrages, tombe au-dessous de 5% et n'a plus d'élus au Landtag, et le parti des Verts arrive à peine à 5% et est donc, lui aussi, hors de course. Seuls le SPD et le CDU restent face à face. En 75, le CDU obtenait 47% et le SPD 45%. Et maintenant la situation est renversée, le SPD avec 48% des suffrages à la majorité absolue (sans avoir besoin du soutien des libéraux) et le CDU se contente d'environ 44% des suffrages. Ces résultats, obtenus dans le Land le plus peuplé, sont déjà interprétés comme le signe de la victoire de Schmidt aux élections générales du 5 octobre prochain. Il est vrai qu'en cinq mois, il peut se produire des revirements, mais un succès de Strauss paraît de plus en plus douteux.

A PROPOS DE LA « GESAMTSCHULE » — Sous le titre « Un problème scolaire en Allemagne fédérale », le M.L. du 28 février a publié un article de notre camarade Freitag (de Hambourg) exposant le fonctionnement de l'école « globale » (la Gesamtschule) : critiquée par la droite, défendue par la gauche, elle ne peut prétendre être un modèle d'éducation libérale, mais elle est déjà pendant un progrès par rapport à l'école du type traditionnel. On s'efforce, dans les partis de droite, de montrer qu'elle conduit à davantage d'échecs que l'école classique : efficacité insuffisante, rendement inférieur, car ce qui compte, c'est la rentabilité, la meilleure sélection, le « succès » !

Le *Handelsblatt* du 9 avril publiait un article faisant état d'une enquête menée par le professeur Josef Hiltpass, psychologue à Cologne. Ce distingué professeur a soumis à des tests 475 bacheliers des écoles globales et des lycées : « *au cours de cette épreuve, les bacheliers de l'année 78-79 ont atteint des résultats bien meilleurs que leurs camarades des globales* ». Le professeur a constaté aussi que « *les enfants d'ouvriers ont de meilleures chances de réussite dans les lycées que dans les écoles globales* ». Enfin, les bacheliers issus des écoles globales sont d'un niveau inférieur. La conclusion est que « *cette réforme (maintenant les écoles globales) a un caractère éminemment anti-social, d'autant plus que la République fédérale, dont la société est orientée sur le rendement, doit pouvoir se fonder sur son capital humain* ». Il est difficile d'être plus clair... et plus cynique !

LE PROCES DES « IMPRIMEURS » DE BERLIN — Le M.L. avait en son temps signalé l'arrestation et les poursuites de quatre imprimeurs du journal *Info-BUG*, coupables d'avoir imprimé pour le compte de ce journal des textes documentaires sur la RAF, le mouve-

contre-révolutionnaires, autoritaires, anti-anarchistes. Ce ne sont pas quelques curés guérilleros - mystificateurs mystifiés et marginaux dont le sacrifice voulu entretient sciemment la confusion - qui y changeront quoi que ce soit.

Marc PREVOTEL

- (1) « *Le Nouveau Testament* », traduction oecuménique, Livre de Poche, Paris 1979, 402.
- (2) Georges Sufferi, « *Le cadavre de Dieu bouge encore* », Grasset, Paris 1975.
- (3) Jean Delumeau, « *Le Christianisme vu-t-il mourir* », Hachette, Paris 1977.
- (4) Michel Bakounine, « *Fédéralisme, Socialisme et Anti-théologie*, Oeuvres, t. I, P.V. Stock, Paris 1895, 123.
- (5) *Ibid.*, 104.
- (6) Jacques Ellul, « *L'idéologie marxiste chrétienne* », Le Centurion, Paris 1979, 221.
- (7) Michel Menant, « *L'apostolat en jeunesse ouvrière, fondements doctrinaux* », collection Eglise et Jeunesse, Ed. Ouvrières, Paris 1965.

ment du 2 juin et les « cellules révolutionnaires ». Ils tombaient sous le coup de crimes contre la Constitution, complexité d'actions criminelles et aide à des organisations terroristes. Le 12 février 79, la Cour d'appel de Berlin prononçait trois condamnations à huit mois de prison et une à 12 mois : toutes sans sursis. Un pourvoi en révision fut présenté devant la Cour fédérale de Karlsruhe qui n'accepta la révision que sur la question du sursis. La 3^e Chambre de la Cour fédérale a rendu son arrêt le 23 avril : elle confirme les condamnations et justifie donc les motifs d'inculpation, mais - pour le sursis - elle renvoie les accusés devant la Cour d'appel de Berlin. Deux d'entre eux, avant déjà fait neuf mois de prison préventive, ont été libérés. Ces condamnations portent un coup très dur à la liberté d'expression et sont une menace contre toute la presse d'extrême-gauche. Un imprimeur, travaillant pour le compte d'un « client », est responsable du contenu des textes qu'on lui soumet : à lui de pratiquer une autocensure ! L'affaire des imprimeurs d'*Info-BUG* n'a pas fini de soulever des protestations.

LA HESSE A L'AVANT-GARDE DE L'ENERGIE NUCLEAIRE — Le Gouvernement social-démocrate de la Hesse est bien décidé à aller de l'avant : il veut édifier six grandes centrales nucléaires de l'importance de celle de Biblis avant l'an 2000 et douze autres plus petites. Pour l'instant, on se propose de rechercher les sites convenables et on en a trouvé un à Fechenheim, près de Francofort, sans reculer devant la proximité d'une grande ville. Fechenheim est déjà fortement industrialisée ; la présence d'une autoroute, le fait que le Main est déjà considérablement pollué, n'arrêtent pas les adeptes du nucléaire. Une centrale à Fechenheim porterait la pollution au maximum. Que deviennent les tenants de la « Liste verte de Hesn » (GLH) ? La constitution à l'échelle fédérale du parti vert a causé le désarroi et la GLH se trouve divisée entre ceux qui veulent conserver leur autonomie et ceux qui veulent se fonder dans le parti vert. Une réunion à Marburg a opposé ceux qui se prononcent pour le boycott des élections au Bundestag et ceux qui veulent apporter leur soutien à la liste du parti vert. Morale : comme il fallait s'y attendre, l'électoralisme porte ses fruits... plutôt amers !

QUELQUES CHIFFRES (sans commentaires) — L'additif au budget de la RFA comporte 240 millions de DM pour le développement économique de la Turquie, 170 millions de DM pour l'armement de la Turquie et de la Grèce, 540 millions de DM pour la « Bundeswehr » : ce qui signifie des économies sur le chapitre travail, sciences, etc., et accroissement de l'endettement de l'Etat fédéral.

Le ministre fédéral Hauff a publié les résultats d'une enquête sur la sécurité des travailleurs. Toutes les 16 secondes il y a un accident du travail, toutes les 8 minutes un accident grave, toutes les 2 heures et demie un accident mortel. Enfin, 50% des employés doivent prendre la retraite avant l'âge legal.

(8) Abbé Guy Deroubaix & sœur saint-ignace, « *Catéchèse et mission en monde ouvrier, bilan d'un essai* », collection Sacerdoce et Laïcité, Ed. Ouvrières, Paris 1969.

(9) Jean Mousse, s.j., « *Vivre l'Evangile dans l'industrie, les cadres, l'Eglise et l'industrie* », collection Spiritualité, Ed. Ouvrières, Paris 1969.

(10) Charles Veret, « *J'ai vu grandir la JOC, témoignage d'un aumônier jociste* », Ed. Ouvrière, Paris 1977.

(11) « *La Révolution prolétarienne* », n° 659, avril-mai 1980, 12-13.

(12) Daniel Rops, « *L'Eglise des révolutions* », t. II « *Un combat pour Dieu* » (1870-1939), Fayard, Paris 1963, 928.

(13) *Ibid.*, 974.

(14) R.P. Maze, « *Evangelisation et action missionnaire, action missionnaire et action coloniale* », 28^e Semaines Sociales de France, J. Gabalda, Paris 1936, 311.

(15) *Ibid.*, 312.

(16) *Ibid.*, 313.

(17) Rops, op. cit., 164.

(18) Léon XIII, Encyclique *Rerum novarum*, in Georges Michon, « *Les documents pontificaux sur la démocratie et la société moderne* », Rieder, Paris 1928, 152.

Le racket de l'édition

Le fonctionnement de l'édition capitaliste est soumis au système de distribution. Aujourd'hui, le monopole de la distribution est entre les mains de quelques diffuseurs qui font la pluie et le beau temps. Un temps où le livre est devenu un véritable produit qu'il faut à tout prix vendre sous peine de non-rentabilité. Comme le dit Jean Guénot : « L'édition française hésite entre la culture et le produit » (Témoignage Chrétien du 4 nov. 76). La qualité n'est pas le seul critère de publication et dans la logique capitaliste, à quoi bon publier un livre qui ne sera pas ou mal vendu même s'il est de qualité ?

Cela explique que, pour augmenter la rentabilité de son capital, l'éditeur accélère la rotation des stocks, les livres vendus plus lentement apportant moins de bénéfice. La chasse aux best-sellers et la course aux prix littéraires en sont des exemples typiques. D'où la sélection sévère pour trouver le livre-miracle qui ne tiendra que quelques mois le haut du pavé, mais rapportera de l'argent frais. Cette sélection permet, parallèlement à la centralisation de la diffusion, un étroit contrôle de la circulation des idées. On comprend mieux ainsi l'importance et le courage qu'ont eus des éditeurs comme Eric Losfeld ou Jean-Jacques Pauvert.

De tous les genres littéraires, la poésie est celui qui pâtit le plus de cette situation, mais cela ne veut pas dire que l'essai, la nouvelle ou le théâtre, ou même le roman, s'en portent mieux. Des milliers d'auteurs ont dans leur tiroir un manuscrit qu'ils aimeraient publier. Aucune grande maison d'édition n'acceptera de les publier pour ces mêmes raisons de non-rentabilité. Certains éditeurs ne se sont pas faits prier pour exploiter ce filon, en faisant du compte d'auteur, exploitant ainsi la naïveté et l'isolement des auteurs.

Dans le contrat à compte d'éditeur, l'éditeur devient propriétaire de l'ouvrage dont l'auteur lui cède les droits. En contrepartie, l'éditeur s'engage à fabriquer, publier et diffuser l'ouvrage, et plus tard, à verser des droits d'auteur à celui-ci.

Dans le contrat à compte d'auteur, du moins celui défini par la loi du 17 mars 1957 sur la propriété littéraire, l'auteur verse à l'éditeur une somme d'argent tout en conservant ses droits, à charge pour l'éditeur de fabriquer, publier et diffuser le livre. Toutefois le contrat à compte d'auteur n'est pas un contrat d'édition : l'art. 49 loi du 17 mars 57 : ne constitue pas un contrat d'édition, au sens de l'art. 48, le contrat dit à compte d'auteur. Le compte d'auteur est un louage d'ouvrage. Mais entre ce qu'avait prévu la loi et la réalité, il y a une grande différence. Maintenant, l'éditeur a beaucoup plus de pouvoir par rapport à l'auteur, du fait de la rationalisation de l'édition.

De nouvelles pratiques du compte d'auteur sont nées, souvent elles contournent habilement l'art. 49 de la loi du 17 mars, au profit de l'éditeur bien entendu ! Le principe est le même ; l'auteur verse également de l'argent à l'éditeur, en fait il paie les frais d'impression, quand ce n'est pas le double ou le triple ! La « participation », comme le disent prudemment ces pseudo-éditeurs, peut aller de 5 000 à 20 000 F, c'est une moyenne, mais il y a des variations d'un éditeur à l'autre. Jusqu'ici, rien de changé. Le problème, c'est que l'éditeur ne respecte pas souvent le contrat. Le tirage n'est pas respecté, le brochage est effectué en partie seulement, les délais de fabrication fantaisistes. L'éditeur s'approprie parfois le copyright, quant à la diffusion et au service de presse, ils sont nuls. Nuis comme l'audience auprès des libraires, puisque ceux-ci ne sont pas contactés. Enfin, lorsqu'un auteur a la chance de voir son livre terminé, ce sera la valse des lettres sans réponse. L'éditeur est moins bavard après la signature du contrat.

Dans nombre de comptes d'auteur, l'éditeur est une façade, une force où l'éditeur se fait imprimer le temps d'encaisser la monnaie. Une fois l'argent empoché, adieu les belles promesses ! Si l'auteur ne diffuse pas ses livres, il a un stock inutile de papier tout juste bon pour le pilon. Cela relève de l'escroquerie, car lorsque l'éditeur signe le contrat, il prend l'engagement de diffuser, or il sait très bien ne pas pouvoir le faire. Il lui faudrait un réseau minimum de démarcheurs à travers le pays ; il ne peut pas se le permettre, ce n'est pas rentable.

Comment les auteurs se laissent-ils piéger ? Pourquoi tant de pigeons ? L'isolement, l'organisation et la crédulité des auteurs sont un fait, ceci ajouté aux conditions d'édition et aux arguments habiles des éditeurs, explique la situation actuelle. Plusieurs milliers d'auteurs pigeonnés sont concernés.

Les façons dont les auteurs se jettent dans la gueule de l'éditeur sont diverses. Placards publicitaires dans la presse, prix de poésie où chaque participant est invité à éditer son « œuvre » dans la maison de l'éditeur, organisateur du prix (le Prix François Villon pour José Millas-Martin, par exemple), anthologies trompeuses où l'auteur doit payer sa place dans un recueil collectif, etc. Certains éditeurs ont une équipe d'auteurs-maison connus qui leur confèrent une réputation de sérieux. On le voit, les pièges sont nombreux.

En août 77, les éditions Pierre-Jean Oswald faisaient faillite. L'éditeur de gauche bien connu laissait derrière lui des centaines de pigeons lésés. Certains d'entre eux se regroupèrent et décidèrent de tenter de récupérer ce qui avait été fait de leurs livres, c'est-à-dire des aplats. Cela amena un rassemblement plus grand et une première plainte était signée en 78 contre Oswald.

En 1979, Oswald n'était plus le seul éditeur visé. Entre temps, le Comité des auteurs en lutte contre le racket de l'édition (CALCRE 61 rue Ed. Tremblay 94400 Vitry) fut créé, des appels lancés dans la presse pour essayer de regrouper le maximum d'auteurs. Le but du CALCRE est, au-delà de la défense des auteurs, de populariser la lutte en organisant des procès collectifs contre les éditeurs spécialistes du compte d'auteur.

Cette action a amené, outre la plainte contre P.-J. Oswald, une plainte contre Jean-Luc Maxence et les éditions de l'Atharon, mises en faillite, elles aussi. Cette plainte fut suivie d'une plainte contre la Pensée Universelle en octobre 79. La Pensée Universelle, dont le directeur est Alain Moreau, directeur des éditions du même nom. Alain Moreau déclarait en août 79 : « Mon autre maison, la P. U. qui fonctionne à compte d'auteur, permet aux éditions Alain Moreau de survivre » (Le Matin du 3 août 79). Sans commentaire !

Deux autres éditeurs sont aussi dans le collimateur du CALCRE : José Millas-Martin et les éditions St-Germain-Des-Prés (alias la Cherche-Midi éditeur, société gérante des éditions St-Germain). A l'occasion du Prix F. Villon 80, le CALCRE a adressé une lettre ouverte aux membres du jury en leur expliquant que le Prix Villon était une opération de ragoilage grâce à laquelle J. Millas-Martin contacte une partie de ses comptes d'auteur. Quant aux éditions St-Germain-Des-Prés, le CALCRE leur a décerné en décembre dernier le Grand Prix du Racket d'Or du Compte d'Auteur, qui récompensait, d'après le règlement, l'éditeur ayant arnaqué un auteur de la plus belle façon. Cela n'a pas plu aux lauréats qui viennent d'assigner le CALCRE et le jury du Racket d'Or devant le tribunal de Grande Instance de Paris. L'année qui vient, semble être décisive pour le CALCRE, car plusieurs luttés sont à mener de front. Pour cela, le CALCRE dispose de deux avocats, Me Chéron et Me Jourdain. Les pigeons de tout éditeur sont donc invités à soutenir notre lutte, particulièrement les auteurs de St-Germain-Des-Prés dont le témoignage peut être important lors du procès intenté par cet éditeur au CALCRE.

Les pratiquants du compte d'auteur ne se limitent pas à ces cinq principaux éditeurs : Citons également Grassin, La Bruyère, Chambelland, Debretsférents niveaux.

Le CALCRE est une association (loi 1901) dotée d'un mensuel d'information, L'Echo du CALCRE, envoyé à tous les adhérents. En outre, le Dossier noir du Compte d'Auteur a été édité par le CALCRE en 1978 et en 1979 (80 p. - 30 F). Ce livre éploché une centaine de documents et sa lecture est conseillée à ceux qui veulent éviter ce piège. Le but du CALCRE ne se limite pas à ces actions judiciaires : La lutte doit être menée partout. Ce ne sera pas facile. La presse est souvent réticente et filtre nos informations, c'est le moins qu'on puisse dire !

Les perspectives de l'édition, encore plus celle de la poésie, ne sont pas brillantes. Cependant, au-delà des procès, au-delà de la campagne d'information, il existe des alternatives d'édition qu'il ne faut pas négliger, même si elles sont minimes. Les ignorer, serait nous condamner, à plus ou moins brève échéance, à l'étouffement ; le CALCRE doit continuer à être un collectif où toute proposition d'alternative sera la bienvenue. Quelles sont-elles ?

D'abord, il existe de petits éditeurs,



Le livre de la semaine
par
Maurice JOYEUX

Oeuvres complètes

Tome 7

Bakounine

Ed. Champ Libre

Voici le 7^e volume des Oeuvres de Bakounine, éditées aux éditions Champ Libre, dans des textes établis et annotés par Arthur Lehning. Ces textes et cette correspondance intéresseront tous nos lecteurs, car ils traitent de la guerre franco-allemande de 1870, de la Commune de Paris et de ses conséquences.

Les vues de Bakounine sur la situation en France sont générales et on sent un véritable mouvement révolutionnaire patriotique qui est représenté par les hommes de l'Internationale, avec lesquels il n'entretient qu'une correspondance fragmentaire. Sa correspondance avec Varlin par exemple, se résume en deux ou trois lettres, tout au plus. Certes, il est tenu au courant par Albert Richard, élément instable, qui l'entraînera dans l'aventure lyonnaise qui, si elle fut moins ridicule que Marx l'a prétendu, n'était pas préparée avec tout le sérieux désirable. Et si sa correspondance avec Richard et avec d'autres militants révolutionnaires à propos de la France, est intéressante, c'est son texte Lettre à un Français qui nous fixe le mieux l'analyse de Bakounine sur la situation en France, bien que, là encore, le manuscrit soit incomplet !

artisans ou marginaux, qui ne demandent pas un centime à l'auteur. Citons L. Dubost, J. Brémont, R. Rougerie... On pourrait également penser à un compte d'auteur « sérieux et honnête », tel que le définit la loi, mais c'est toujours du compte d'auteur, et il n'est pas normal qu'un auteur ait à payer pour voir paraître un ouvrage.

Reste l'auto-édition : l'auteur participe de A à Z à l'édition. Le problème le plus épineux est la diffusion. S'il y a en France pas mal de poètes, combien de lecteurs pour un « écrivain » ? Guère plus...

Certains collectifs ou coopératives d'édition fonctionnent également, mais leurs possibilités sont restreintes. Ajoutons cependant une solution où l'auteur ne risque pas de se faire arnaquer : la non-édition !

Toutes ces solutions ont été évoquées lors du premier congrès du CALCRE, les 26 et 27 janvier à Paris, étant entendu que la liste reste ouverte. Les auteurs doivent savoir que la lutte contre certains éditeurs n'est pas une fin en soi et que leur prise de conscience peut contribuer à la mise en crise de ce système d'édition. Un système d'édition où, quand le livre n'est pas un produit rentable, l'auteur ressemble trop souvent à une proie facile vis-à-vis de l'éditeur.

Jean-Jacques REBOUX
Délégué du CALCRE à Caen

Les aventures épatantes et véridiques de

Benoît Broutchoux

par Phil et Callens



Broutchoux en pinçant bougrement pour sa compagne, témoin les poèmes qu'il lui dédiait. Dans « l'Action Syndicale », Benoît et Fernande se fendaient de chouettes papiers : « Ce devrait donc être très naturel de voir les filles et les garçons ayant atteint l'âge de la liberté se donner librement les uns aux autres. Et bien non ! Pour être



convenable aux yeux du monde, il est défendu de forniquer sans demander la permission à un curé qui a fait vœu de chasteté et à un maire qui prend ses électeurs pour des bêtes à cornes. La pilule n'existait pas encore, mais les ans nous font connaître que l'avortement et les moyens contraceptifs du bord. Les bons bougres étaient aussi parti-

sans du néo-malthusianisme et de la réduction des naissances à la portion congrue. Pour ne pas être trop sous la coupe patronale, il faut éviter d'avoir une famille nombreuse. Basly, qui ne perdait pas une occasion de débiter Broutchoux, s'empressa de prendre la plume pour jouer les père-la-pudeur dans le « Réveil du Nord » :

Bande dessinée tirée de

Les aventures épatantes et véridiques de Benoît Broutchoux par Phil et Callens Ed. Le dernier Terrain Vague

En cours de réapprovisionnement

Le dernier livre de S. Livrozet

Jeva de Nazareth

En vente à Publico : 42 F

FÉDÉRALISME ET AUTOGESTION EN YOUGOSLAVIE ?

La mort de Tito a fait se reposer le problème de la Yougoslavie en tant que telle. Les journaux à sensation n'ont pas manqué de faire un panégyrique du « grand homme ». Mais combien ont posé dans sa complexité, le problème de l'existence même de cette « expérience yougoslave » ?

Si nous ne pouvons en aucune manière nous retrouver, nous anarchistes, dans l'organisation de la société yougoslave, les problèmes qui se posent (et surtout qui vont se poser) outre-adriatique, ne peuvent nous laisser indifférents. « L'expérience yougoslave » n'est en fait que l'histoire de peuples qui, pour lutter contre l'invasion nazie, ont été contraints de se fédérer puis, pour échapper aux massacres de Staline poursuivant l'édification de la dictature léniniste conforme aux projets marxistes, de s'orienter vers des voies de gestion décentralisée.

Si l'affirmation (au moins constitutionnelle) de « l'autogestion », si cette fédération née de la lutte (et non comme en URSS de traités), ne peuvent que nous être sympathiques, le manque de rigueur pour une doctrine libertaire entraînant un manque de volonté révolutionnaire, a conduit la Yougoslavie à faire naître cet enfant, mi-homme, mi-bête, dont les structures s'opposent tout autant au socialisme autoritaire (marxiste) que libertaire. « *La rupture avec le stalinisme n'a pas suscité une véritable conversion intellectuelle ; tout au contraire, traités d'hérétiques par les hiérarques de l'Eglise communiste, les Yougoslaves ont souvent réagi par une surenchère verbale d'orthodoxie marxiste. Certes, ils ont bénéficié subrepticement d'infiltrations proudhonniennes (...), mais ils n'en ont pas moins continué de porter le poids de l'hypothèque originelle* » (Alexandre Marc, L'Europe en formation, déc. 76-janv. 77). C'est ce dogmatisme marxiste qui empêchera la Yougoslavie de s'orienter dans une voie révolutionnaire et qui la fera aboutir à cette situation ambiguë dans laquelle elle se trouve aujourd'hui. C'est la doctrine marxiste, acceptée officiellement mais inapplicable dans les faits parce qu'inacceptable par des hommes en quête de leur liberté, qui a conduit la Yougoslavie à n'en avoir aucune. Si aujourd'hui la Yougoslavie, écartelée entre l'Est et l'Ouest, est au bord de la faillite, c'est bien par défaut de rigueur doctrinale, rigueur qui seule peut nous éviter d'être récupérés ou détournés d'une voie révolutionnaire.

Après la disparition de Tito, l'URSS interviendra-t-elle en Yougoslavie, par diplomatie d'abord et, si cela se révélait insuffisant, par une invasion militaire ? Une telle action permettrait-elle aux USA de justifier enfin l'action impérialiste dont ils rêvent depuis des années dans cette contrée ? Il y a de fortes chances que, si les peuples qui composent la Yougoslavie ne retrouvent pas à moyen terme l'unité qui les a caractérisés dans la lutte contre le fascisme, un « ordre nouveau » règne bientôt à Belgrade.

On peut distinguer plusieurs phases successives dans la formation de l'Etat yougoslave. Les origines d'une fédération entre les « peuples slaves du sud » peuvent remonter au fédéralisme balkano-danubien au XII^e siècle, mais, la fédération actuelle descend plus directement de l'union entre les Bulgares, Grecs, Roumains et Serbes

pour se libérer de la domination ottomane à la fin du XIX^e siècle. La fédération yougoslave proprement dite ne se crée qu'entre 1943 et 1946 par la transformation du « Conseil antifasciste de libération nationale de Yougoslavie » en corps législatif et exécutif, et la création du « Comité national de libération yougoslave » en tant que gouvernement fédéral provisoire sous la direction de Tito. C'est ainsi que s'unirent les six républiques qui composent actuellement la Yougoslavie.

Au début de 1945 furent formés un gouvernement fédéral, des ministères fédéraux et ensuite des gouvernements dans les républiques fédérées. L'Etat central joue alors le rôle prédominant, administre toutes les entreprises « d'intérêt général », vote le budget fédéral, contrôle et approuve le budget des républiques, établit la plupart des lois sur l'économie, la justice, l'éducation, la santé publique, l'administration... La Constitution de 1945 était en fait une copie, à quelques détails près, du modèle de l'URSS : une forme fédérale cachant mal une pratique centraliste.

Le conflit avec Staline et le Kominform isole la Yougoslavie dès 1948 du reste des pays « socialistes ». Les pressions militaires, politiques et économiques, l'obligent à se tourner vers les pays occidentaux et à rechercher de nouvelles voies de développement. Staline ne devait certes pas apprécier l'indépendance que tentait d'affirmer la Yougoslavie et le refus de calquer sa politique agraire sur la collectivisation de type soviétique.

La nouvelle orientation pour tenter d'enrayer la campagne anti-yougoslave menée par l'URSS sera marquée par la recherche de formes de décentralisation de l'administration et l'introduction de ce que l'on a appelé « l'autogestion ouvrière ». Cette orientation est depuis poursuivie et, en quelque sorte, consacrée par la Constitution de 1974 qui élargit de façon gigantesque le pouvoir des républiques qui disposent pratiquement d'un droit de veto sur les grandes décisions d'intérêt national et implante l'idée fondamentale du système de délégation à la place de celui de représentation. Bien organisé, ce principe devrait théoriquement permettre que les décisions soient prises, non plus par des représentants, mais par des assemblées de délégués élus, mandatés et révocables.

La Yougoslavie (20,5 millions d'habitants selon les statistiques de 1971) est donc composée de six républiques : la Serbie (8,5 M.), comprenant elle-même deux territoires autonomes qui sont la Voïvodine (2 M.) et le Kossovo (1,2 M.) ; la Croatie (4,5 M.) ; la Bosnie-Herzégovine (3,7 M.) ; la Slovénie (1,7 M.) ; la Macédoine (1,6) et le Montenegro (0,5 M.). Les régions économiquement les plus atardées (Kossovo, Bosnie et Macédoine) étant celles qui traduisent le plus fort accroissement démographique.

Le système socio-politique repose officiellement sur le « travail librement associé » en « autogestion » dans tous les domaines d'activité sociale. La base économique de tout le système est la « propriété sociale » qui signifie que les biens n'appartiennent à personne (ni à des particuliers, ni à des groupes, ni à l'Etat) et qu'ils sont gérés directement, en toute autonomie par les travailleurs associés. Les structures fédérales s'appuient sur le système

d'assemblées (créées selon, donc, le principe de délégation) qui constituent les organes suprêmes du pouvoir à chaque échelon de la communauté socio-politique (commune, province, république, fédération). Sont d'abord élues, au sein des cellules sociales de base, des assemblées communales réparties en trois chambres : métiers, communes, politique, où siègent les députés de la Ligue des communistes, les syndicats et les groupes de femmes et de jeunesse. Ces chambres élisent séparément, en leur sein, les délégués aux chambres correspondantes des assemblées des républiques et des provinces. L'assemblée fédérale comporte deux chambres composées, l'une de délégués des assemblées locales, l'autre de délégués des assemblées des républiques et des provinces. Enfin, une « présidence collégiale » composée d'un représentant de chaque province et chaque république élit par roulement, chaque année parmi ses membres, le président et vice-président qui disposent, en plus des pouvoirs classiques, de pouvoirs exceptionnels en cas de guerre. La personnalité et le rôle joué par Tito lors de la construction de la Yougoslavie, l'ont fait nommer à vie à la présidence.

Le schéma qui précède et qui demanderait à être développé, doit attirer toute notre attention car, sur certains points, il représente une évolution non négligeable par rapport à un mode de représentation par le suffrage universel. Seulement voilà, sans cesse ballottée entre le marxisme et sa doctrine étatique et centraliste et une volonté de rechercher des formes d'organisation qui conservent la liberté aux composantes sociales, la Yougoslavie ne s'appuie, depuis l'origine, sur aucune cohérence doctrinale.

Ce manque de cohérence la fait tantôt tomber dans le piège d'une autonomie exacerbée et qui, poussée trop loin, rend le fédéralisme inapplicable et risque de s'orienter vers le confédéralisme puis l'indépendance. Ce même manque de cohérence la fait tantôt aller vers l'autoritarisme marxiste. Le parti communiste a eu beau se transformer en 1952 en « Ligue des communistes yougoslaves », son rôle reste le même. Parti unique, il reprend à son compte le sophisme que Marx a emprunté à Rousseau à savoir qu'un gouvernement élu (un parti) peut représenter dans leur intégralité les intérêts de toute une société (de toute une classe). Les sociétés capitalistes, les sociétés marxistes (et la Yougoslavie ne fait pas exception à la règle), reposent sur cette aberration réactionnaire. Aucun gouvernement, aucun parti ne peut représenter une société, une classe. Le rôle d'un gouvernement est toujours et ne peut être que d'imposer la volonté de quelques individus à l'ensemble des composantes de la société. Le rôle d'un parti ne devrait être que le rassemblement d'individus ayant des positions convergentes. Dès l'instant où il aspire à la conquête du pouvoir, dès l'instant où il prétend représenter autre chose que les aspirations de ses adhérents, il s'inscrit dans la lignée gouvernementaliste et réactionnaire. C'est ce qui peut nous permettre d'écrire sans gêne qu'il ne peut pas y avoir de « marxisme révolutionnaire » (même si des individus se croient sincèrement marxistes et révolutionnaires). Et lorsque pour qualifier les pays qui se prétendent socialistes,

on emploie les qualificatifs de « pays capitalistes d'Etat », force nous est de reconnaître qu'ils s'inscrivent parfaitement dans la logique marxiste, l'idéologique « socialiste autoritaire » n'étant rien d'autre qu'une proposition de capitalisme étatique absolu.

Le résultat pour la Yougoslavie de cette hésitation permanente entre marxisme, capitalisme et révolution, est que l'économie pétième, que l'inflation sévit en permanence, que le chômage, ouvert ou camouflé par l'émigration, ne décroît pas, que les luttes inter-ethniques s'intensifient, que la LCY se transforme en une nouvelle classe dominante (dont les privilèges ne sont d'ailleurs pas forcément économiques).

En contrepoids, l'appareil policier et militaire au service de l'Etat-parti se trouve obligatoirement renforcé. Depuis 1970, la Ligue communiste s'est trouvée contrainte de recourir à plusieurs reprises aux moyens les plus classiques des régimes marxistes : rhétorique plus rigoureuse, purges au sein du parti et suppression radicale des dissidences. Lorsqu'une société est mal organisée, quelle que soit son idéologie, l'appareil répressif est obligé d'intervenir. C'est le cas dans les pays de l'Est comme de l'Ouest. Nombreux ont été ceux qui ont espéré et espèrent encore que la Yougoslavie échappe à ces travers. Mais il est certain que tant qu'elle ne se débarrassera pas des derniers relents d'idéologie capitalo-marxiste, elle ne pourra pas échapper à ce sort.

La disparition de Tito peut avoir de nombreuses conséquences. La désagrégation de « l'expérience yougoslave » par l'éclatement des républiques ou l'intégration dans le bloc soviétique, sont des possibilités qui n'échappent à personne, car les principales forces réactionnaires ont toutes intérêt à cela. L'URSS bien sûr, toujours en quête de conquête, qui verrait ainsi un débouché sur l'Adriatique et qui réduirait au silence ce qui constitue aujourd'hui son « extrême-gauche » un peu bruyante ; mais aussi les Etats-Unis qui pourraient à nouveau parler du bloc uni, dangereux, de tous les pays socialistes.

Pour nous anarchistes, la Yougoslavie, avec toutes les tares que nous avons dénoncées, reste l'un des pays vers lesquels notre regard doit être tourné. En effet, les structures mises en place lui confèrent le privilège d'être l'un des rares pays « socialistes » à posséder une possibilité réaliste de s'engager dans une voie révolutionnaire.

Après tout, la suppression du parti comme force dirigeante, de la coercition étatique, des hiérarchies dans les revenus et donc dans les fonctions, l'exigence de la limitation de l'autorité aux accords librement passés entre tous les participants ayant chacun un poids équivalent dans les décisions, qu'ils soient membres ou non du parti... pourraient tout à fait s'inscrire dans le cheminement du développement des composantes sociales de la Yougoslavie. Mais cela demande aux peuples yougoslaves de s'unir une nouvelle fois contre les principales forces réactionnaires et en l'occurrence ici avant tout contre la Ligue communiste.

Groupe FRESNES-ANTONY

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.